

Art. 6. Een jaarlijkse begroting financiert de raad voor media-opvoeding : ze omvat o.m. de wedde van de secretaris en de werkingskosten van het secretariaat.

HOOFDSTUK II. - De documentatiecentra voor media-opvoeding

Art. 7. Als documentatiecentra voor media-opvoeding worden erkend :

1. voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap : "Centre d'auto-formation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française";
2. voor het officieel gesubsidieerd onderwijs : "Centre audiovisuel de la Ville de Liège";
3. voor het gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs : "A.S.B.L. Média-Animation".

Art. 8. De in artikel 7 bedoelde documentatiecentra moeten acties uitwerken en bevorderen voor de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van het basis- en secundair onderwijs.

Om die opdracht te vervullen moeten ze :

- 1° bijdragen tot de vorming van opleiders inzake media-opvoeding en opleidingsprogramma's uitwerken met het oog op de voortgezette opleiding van leerkrachten van het basisonderwijs, het secundair en het pedagogisch hoger onderwijs;
- 2° de schooldirecteurs, leden van de inspectie, pedagogische verantwoordelijken van de netten, gebruikers en betrokken organisaties degelijk voorlichten;
- 3° werkvergaderingen voorbereiden en leiden in de scholen binnen het kader van een pedagogisch project;
- 4° documenten uitleenen, eventueel in coördinatie met de distributiecentra, o.m. "Médiathèque de la Communauté française" en "Cinémathèque du Ministère de l'Éducation et de la Formation";
- 5° documenten produceren voor hen die een voortgezette opleiding genieten inzake media-opvoeding, en de opgeleide leerkrachten de documentatie en het materieel bezorgen die zij behoeven;
- 6° de scholen desnoods bijkomend materiaal bezorgen;
- 7° onder de leiding van de raad voor media-opvoeding, bedoeld in hoofdstuk I, alle onderzoeken verrichten die de media-opvoeding kunnen bevorderen;
- 8° de pedagogische acties met andere bij de media-opvoeding betrokken instellingen coördineren.

Art. 9. Een jaarlijkse begroting voorziet in gedeeltelijke financiering van de 3 in artikel 7 bedoelde centra. Ze omvat de wedde van ten minste één opdrachthouder per centrum en een bedrag voor werking en uitrusting. Eén derde van de begroting wordt verdeeld naar rato van de schoolbevolking van de resp. onderwijsnetten.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 11. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 mei 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE - BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 - 2410

[C - WIN - 31379]

9 MAI 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française réglant à titre transitoire la situation du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française transféré à la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret II du 19 juillet 1993 du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III du 22 juillet 1993 de l'Assemblée de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté 92/253 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté 92/254 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 relatif à la carrière des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le Statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 mai 1995 fixant les échelles de traitements des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1994 déterminant les modalités de transfert du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française au Gouvernement wallon et au Collège de la Commission communautaire française;

Vu le protocole n° 95/12 du Comité particulier de Négociation de la Commission communautaire française signé en date du 3 mai 1995.

Vu l'avis de l'Inspection des finances;

Considérant que des mesures transitoires concernant la situation des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française transférés à la Commission communautaire française doivent entrer en vigueur dès leur transfert;

Sur la proposition du Membre du Collège ayant la Fonction publique et le Budget dans ses attributions;

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

— personnel : les membres des services du Gouvernement de la Communauté française transférés à la Commission communautaire française, tant statutaire que contractuel.

— services du Collège : Les services du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 2. Le personnel statutaire est provisoirement affecté aux services du Collège, dans un cadre d'accueil distinct.

Art. 3. Le cadre organique d'accueil du personnel statutaire correspond à l'effectif transféré, que l'emploi soit ou non occupé à temps plein, et, se compose comme suit :

I.

Chef de division.....	1
Conseiller adjoint.....	2
Inspecteur principal.....	1
Commissaire principal.....	1
Attaché.....	1
Ingénieur industriel.....	1
Secrétaire d'administration.....	5

II.

Chef administratif.....	2
Sous-chef de bureau.....	4
Assistant social 1ère classe.....	1
Secrétaire de direction.....	2
Rédacteur.....	2

III.

Commis sténo dactylographe principal.....	1
Commis.....	2
Commis dactylographe.....	3

Art. 4. § 1er. Chaque emploi du cadre est supprimé dès le départ définitif de son titulaire;

§ 2. Le cadre est complété au fur et à mesure des transferts de membres statutaires du personnel, à la Commission communautaire française qui seraient opérés en vertu de l'article 4§ 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1994 déterminant les modalités du transfert du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française au Gouvernement wallon et au Collège de la Commission communautaire française;

Art. 5. Dès que le Collège a arrêté le ou les cadres organiques des fonctionnaires des services du Collège, modifiant le cadre organique du personnel statutaire de l'administration de la Commission communautaire française adopté en date du 8 juillet 1991, le personnel visé par le présent arrêté y est automatiquement intégré dans son grade ou un grade équivalent.

Art. 6. § 1er. Le personnel statutaire a droit aux échelles de traitements des services du Collège, y compris aux augmentations barémiques, biennales et autres augmentations.

§ 2. Si le montant du traitement, fixé en application du § 1er, est inférieur au montant du traitement dans les services du Gouvernement de la Communauté française dont le personnel bénéficiait en application de la réglementation, il conserve le montant supérieur tant qu'il n'obtient pas un traitement au moins égal.

Pour le calcul du montant garanti, visé au premier alinéa, le montant du traitement dont le personnel bénéficiait à la date de son transfert est lié à l'indice des prix de consommation.

Art. 7. Le personnel a droit à l'abonnement STIB, aux chèques-repas ainsi qu'aux avantages du service social du personnel des services du Collège;

Art. 8. Les agents définitifs conservent dans leur nouveau service les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un examen d'avancement de grade ou d'un concours d'accès organisé pour les Services du Gouvernement de la Communauté française;

Art. 9. Par dérogation à l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 mai 1995 fixant les échelles de traitements des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, l'échelle 12/1 est octroyée aux fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 11 ou 10 lorsqu'ils ont douze ans d'ancienneté de niveau;

Art. 10. § 1er Les titulaires des grades d'Assistant social de rang 22, 23 et 24 voient leur grade converti dans le niveau 2+ respectivement au rang 26, 27 et 28 et deviennent respectivement titulaires des grades d'Assistant social, d'Assistant social principal et d'Assistant social en chef.

§ 2. Les titulaires des grades de Secrétaire de direction de rang 21, de Secrétaire principal de direction de rang 22 et de Secrétaire principal de direction de rang 24 voient leur grade converti dans le niveau 2+, respectivement aux rangs, 26, 27 et 28 et deviennent titulaires des grades de Secrétaire de direction, Secrétaire principal de direction, Secrétaire de direction en chef.

§ 3. Les conversions visées aux § 1er et 2 sont d'application à la date d'entrée en vigueur du transfert des fonctionnaires concernés.

Art. 11. Par dérogation à l'article 6, les titulaires des grades pour lesquels aucune échelle équivalente de traitements n'existe dans les services du Collège, conservent le bénéfice de l'échelle de traitement qui leur était attribuée dans les services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets à la date du transfert à la Commission communautaire française des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française.

Bruxelles, le 9 mai 1995

Par le Collège :

Ch. PICQUE,

Président du Collège.

R. HOYAT,

Membre compétent pour la Fonction publique et pour le budget.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 95 - 2410

[C - WIN - 31379]

9 MEI 1995 — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling, bij wijze van overgangsmaatregel, van de toestand van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat overgeheveld werd naar de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 136, 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988, door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het besluit 93/253 van 6 oktober 1993 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder zijn leden;

Gelet op het besluit 93/254 van 6 oktober 1993 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling van zijn werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van het College;

Gelet op het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van 9 mei 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van 4 november 1994 van de Franse Gemeenschapsregering tot bepaling van de modaliteiten voor de overheveling van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering naar de Waalse Regering en naar het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Gelet op het onderhandelingsprotocol 95/12 van 3 mei 1995 van het bijzonder syndicaal onderhandelingscomité van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Overwegende dat overgangsmaatregelen betreffende de toestand van de personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering in voege mochten treden en dit op de datum van hun overheveling naar de Franse Gemeenschapscommissie.

Op de voordracht van het Lid van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt en de Begroting,

Besluit

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

— personeel : de statutaire en contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap die overgeheveld zijn naar de Franse Gemeenschapscommissie.

— diensten van het College : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. Het statutair personeel wordt tijdelijk ingedeeld bij de diensten van het College en dit in een onderscheiden onthaalkader.

Art. 3. Het organiek onthaalkader van het statutair personeel stemt overeen met de overgehevelde personeelsformatie, ongeacht of de betrekking al dan niet voltijds uitgeoefend wordt, en is als volgt samengesteld :

I.

Afdelingschef.....	1
Adjunct-adviseur.....	2
Eerstaanwendend Inspecteur.....	1
Eerstaanwendend commissaris.....	1
Attaché.....	1
Industrieel ingenieur.....	1
Bestuurssecretaris.....	5

II.

Bestuurschef.....	2
Onderbureauchef.....	4
Maatschappelijk assistent 1e klasse.....	1
Directiesecretaris.....	2
Opsteller.....	2

III.

Eeste klerk-stenotypist.....	1
Klerk.....	2
Stenotypist.....	3

Art. 4. § 1 Iedere betrekking van het onthaalkader wordt afgeschaft van zodra de titularis ervan definitief vertrekt.

§ 2 Het kader wordt aangevuld naarmate statutaire en tijdelijke personeelsleden zouden overgeheveld worden naar de Franse Gemeenschapscommissie krachtens artikel 4, § 3 van het besluit van 4 november 1994 van de Franse Gemeenschapsregering tot bepaling van de modaliteiten voor de overheveling van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering naar de Waalse Regering en naar het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 5. Van zodra het College de personeelsformatie of de personeelsformaties van de diensten van het College vastgesteld heeft en dit tot wijziging van de personeelsformatie van het statutair personeel van het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals goedgekeurd op 8 juli 1991, wordt het personeel dat het voorwerp uitmaakt van dit besluit automatisch geïntegreerd in zijn graad of in een gelijkwaardige graad.

Art. 6. § 1 Het statutair personeel heeft recht op de weddeschalen van de diensten van het College, met inbegrip van de weddeschaalverhogingen, de biënales en de andere verhogingen.

§ 2 Indien het bedrag van de wedde, vastgesteld bij toepassing van § 1, lager is dan het bedrag van de wedde van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering die bij toepassing van de reglementering aan het personeel toegekend werd, dan behoudt het personeel de hoogste wedde zolang het niet een wedde ontvangt die minstens hetzelfde bedraagt.

Voor de berekening van het gewaarborgd bedrag, bedoeld in het eerste lid, wordt het bedrag van de wedde dat het personeel ontving op de datum van zijn overheveling, gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Art. 7. Het personeel heeft recht op een MIVB-abonnement, maaltijdcheques en geniet van de voordelen van de sociale dienst van het personeel van de diensten van het College.

Art. 8. De personeelsleden die definitief benoemd zijn, behouden in hun nieuwe dienst de aanspraken op de bevordering zie zij bekomen hebben ingevolge een examen voor bevordering in graad of een vergelijkend toegangsexamen ingericht voor de diensten van de Franse Gemeenschapsregering

Art. 9. In afwijking van artikel 2 van het besluit van 9 mei 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt de weddeschaal 12/1 toegekend aan de ambtenaren die houder zijn van een graad van rang 11 of 10 wanneer zij twaalf jaar niveau-anciënniteit hebben.

Art. 10. § 1 De graden van maatschappelijk assistent van rang 22, 23 en 24 worden in niveau 2+ respectievelijk omgezet in rang 26, 27 en 28 en dit respectievelijk in de graad van maatschappelijk assistent, eerstaanwend maatschappelijk assistent en maatschappelijk hoofdassistent.

§ 2 De graden van directiesecretaris van rang 21, van eerste directiesecretaris van rang 22 en van eerste directiesecretaris van rang 24 worden in niveau 2+ respectievelijk omgezet in rang 26, 27 en 28 en dit respectievelijk in de graad van directiesecretaris, van eerste directiesecretaris en van hoofddirectiesecretaris.

§ 3 De omzettingen bedoeld in §§ 1 en 2 zijn van toepassing op de datum van invoegetrede van de overheveling van de betrokken ambtenaren.

Art. 11. In afwijking van artikel 6 behouden de houders van de graden waarvoor geen gelijkwaardige weddeschaal bestaat in de diensten van het College, de weddeschaal die hen toegekend werd in de diensten van de Franse Gemeenschapsregering.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking vanaf de datum van de overheveling van de personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering naar de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 9 mei 1995.

Vanwege het College :

Ch. PICQUE,

Voorzitter van het College,

R. HOYAT,

Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt en Begroting.

[C — WIN — 31371]

F. 95 — 2411

9 MAI 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions administratives et pécuniaires relatives à certains membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française nommés à titre définitif à la date du 31 décembre 1994

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 163 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat,

Vu l'arrêté 92/253 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté 92/254 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 française relatif à la carrière des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le Statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 mai 1995 fixant les échelles de traitements des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu le protocole de 95/14 du Comité particulier de Négociation de la Commission communautaire française signé en date du 3 mai 1995;

Considérant que d'une part, la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises garantit un certain nombre de droits aux anciens agents de la Commission française de la Culture; que d'autre part, il convient de régler les cas où une spécificité justifie qu'il soit apporté un tempérament à l'application littérale des nouvelles règles édictées par les arrêtés susvisés; qu'il convient aussi de fixer les règles de la mise en oeuvre du niveau 2+ pour les membres du personnel visés par le présent arrêté; et qu'enfin, il convient de préciser les modalités d'application des